

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 232
VENDREDI 9 JUIN 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

La Sécurité Sociale : UN EDIFICE A REBATIR

LORSQUE nous démontrons que la classe ouvrière est capable de gérer — elle-même — ses œuvres, les parlementaires et bureaucrates syndicaux nient ces capacités. Mais lorsqu'il s'agit de requérir ses suffrages, alors là on lui reconnaît une clairvoyance que chacun se dispute.

Les élections du 8 juin vont sanctionner cette règle. La vaste campagne de propagande déclenchée par les partis et syndicats indique l'importance qu'ils attachent à cette « consultation populaire ». Il s'agit beaucoup plus pour eux de compter leurs forces plutôt que de transformer une institution que les méthodes dont elle est inspirée suffisent à condamner. Aussi chacun des concurrents tend à prendre le pas sur l'adversaire. La bataille du référendum est engagée et les états-majors font assaut de démagogie. Dans cette compétition la C.G.T. stalinienne est certainement la plus habile. Mais, toutefois, on serait en droit de demander à Henri Reynaud pourquoi il ne défend pas ce « superbe » programme quand il siégeait à la F.N.O.S.S. en qualité de président ? Il est pour le moins étrange qu'il n'ait pris soudainement conscience des intérêts des usagers que lorsque ses supérieurs du parti le flanquent sur la paillasse. Faut-il en déduire que la campagne de la C.G.T. aurait été compromise par quelques années de médiocre gestion si, opportunément, Reynaud n'avait démissionné pour présenter un programme plus hardi, plus « socialiste » sur lequel nous reviendrons plus loin (1).

Outre le fait que les élections de juin vont permettre aux syndicats politiques de mesurer l'influence des partis adverses, la Sécurité sociale est pour eux un moyen économique de faire entretenir leurs nombreux permanents. Ce n'est pas Moscou ou Washington qui pâle, c'est la Sécurité sociale.

Il nous paraît utile de dénoncer le caractère étatique de la Sécurité sociale d'une part et d'autre part son incompatibilité avec le véritable mutualisme.

Les promoteurs de la S.S. A. Croizat parmi les plus acharnés, affirmaient sans ironie qu'elle réalisait la gestion mutualiste à l'échelle nationale et qu'ainsi cette conquête avancée réalisait, avec les nationalisations, la marche vers le socialisme. Pourtant l'intervention de l'Etat dans ce domaine ne peut échapper aux observateurs avertis. En effet ce ne sont pas les travailleurs ou leurs représentants qui disposent des fonds, mais le gouvernement qui peut en user à sa guise. Et soyons persuadés que c'est rarement sinon jamais dans l'intérêt des usagers.

D'autre part si les cotisations des travailleurs sont obligatoirement prélevées sur leurs salaires, il n'en va pas de même pour les cotisations des employeurs lesquels doivent à la S.S. la respectable somme de 50 MILLIARDS. Si l'Etat et avec lui l'administration de la F.N.O.S.S. savent user de leur autorité contre les usagers, les méthodes diffèrent quand il s'agit d'individus dont on peut craindre l'influence politique. Aussi n'ont-ils pas hésité à refuser d'indemniser les « petits risques » alors que rien d'efficace n'a été entrepris pour récupérer les 50 MILLIARDS DUS PAR LE PATRONAT. Et c'est là la triste réalité de cette institution. Selon que vous seriez ingénieur ou femme de ménage, les prestations seront plus ou moins élevées. Bien mieux, il y a quelques mois, une loi permettait aux cadres de racheter leur part pour obtenir une retraite, alors que ce droit est refusé à tout autre ouvrier. Et personne, pas même les valeureux cégétistes, n'a protesté contre cette iniquité. Il n'y a donc rien de comparable entre le mutualisme auquel nous sommes attachés et la Sécurité sociale.

(1) En 1933, Henri Reynaud, président de la C.G.T.U., dénonçait les « Assurances Sociales » comme étant un dangereux système policier.

(Suite page 4, 1^{re} col.)

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e
FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour chaque abonnement, première
25 francs et la dernière bande

1. Député S.F.I.O. du Nord.
2. Souligné par nous.

L'augmentation
du gaz ?

Une affaire
de « pression »

LES TRUSTS DE L'ÉLECTRICITÉ IMPOSENT :

100 % d'augmentation du gaz

DECLENCHANT une nouvelle offensive éclair contre le consommateur, le gouvernement vient de décider une hausse immédiate du prix du gaz.

Cette hausse, annoncée par le Journal Officiel, prendra effet sur les chiffres de consommation relevés dès aujourd'hui et se fera par paliers, pour atteindre, à Paris, son maximum : 75 % en janvier 1951. Dans certaines régions l'augmentation atteindra même 100 %.

Le nouveau prix, applicable dès maintenant, est de 14 francs 75 le mètre cube, auquel il faut ajouter 1 fr. 50 de taxe, soit 16 fr. 05 (au lieu de 11 fr. 88 à Paris).

Au 1^{er} septembre, nouvelle augmentation : 17 fr. 60 plus 1 fr. 50, soit 18 fr. 90.

Enfin au 1^{er} janvier 1951, le prix du mètre cube sera porté à 20 fr. 50 plus 1 fr. 30, soit un total de 21 fr. 80.

Si l'on se rappelle que le tarif était de 1 fr. 30 en 1939, on arrive au coefficient 16,5 pour la Seine (et non 14 comme le prétend une déclaration officielle).

tion. (C'est le moins qu'on puisse dire !)

Après quatre ans d'expérience, a-t-il dit, quelques graves défauts se sont révélés. Le plus important, auquel il importe de remédier sans plus attendre, concerne les relations hiérarchiques des directions, des cadres et du personnel.

Les commissions du personnel instituées par le décret antérieur étaient dotées d'un pouvoir de décision en des matières où les conseils d'administration — dans lesquels le personnel est d'ailleurs représenté —, à leur tour, les directions générales, ne pouvaient être dessaisies de la compétence du « dernier mot » sans que leur autorité en fût gravement compromise.

D'autre part, en matière de discipline et d'avancement les commissions possédaient des pouvoirs qui, en raison du manque de souplesse de leur composition, conduisaient à faire juger le supérieur par l'inférieur.

Le décret qui a été adopté ce matin par le Conseil, a souligné M. P.-H. Teitgen, ministre M.R.P. les faits suivants :

« M. P.-H. Teitgen a rappelé que le décret initial du 22 juin 1946 avait été publié « sans une suffisante maturité ».

« Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »

Comme ces messieurs ont évidemment tout intérêt à augmenter leur vente de matériel électrique, ils n'ont vu comme voie de salut que le système qui consiste à provoquer la hausse du prix du gaz ce qui en diminuerait les usagers et les orienterait vers l'emploi de l'énergie électrique ! D'autant plus, qu'en insistant un peu auprès de ces messieurs de l'Électricité de France, on pourrait obtenir une « réduction » indicative sur les tarifs de la III^e tranche usagers, uniquement, ce qui est d'un excellent rapport psychologique !

Enfin, pour compléter le tout il s'agit pour ces messieurs des trusts du matériel électrique d'obtenir une transformation des Statuts des employés de mètres cubes de gaz.

Parce que, pour les politiciens de la IV^e République, le gaz est « démocratique », tandis que l'électricité est une « énergie bourgeoisie ».

Le gaz, c'est le symbole du foyer ouvrier modeste. L'électricité, le symbole de l'appartement confortable ou de la bourgeoisie industrielle !

Scandale assez duré, il faut y mettre fin ! »</p

LES RÉFLEXES DU PASSANT



La Mère

et marcher en silence, on les verrait passer pendant des années. Pendant des années le défilé grouillait, flot fébrile, intrusif de millions et de millions de faces blanches.

Si toutes pouvaient d'un seul coup crier : Mon enfant ! même la pierre des tombes en tremblerait, et les arcs de triomphe s'écrouleraient.

Si toutes les mères qui ont donné la vie pour nourrir la mort se dressaient en accusatrices, tous ceux qui commandent aux peuples seraient des criminels.

Si toutes les mères, celles de France, celles d'Afrique, celles d'Indochine, celles de la Russie, celles des Amériques, celles de partout, qui ont nourri, choyé, aimé, veillé sur le petit d'homme afin qu'il soit un jour un homme que d'autres hommes ont torturé, déchiqueté, pouvaient dire ce qu'elles éprouvent le Président de la République n'aurait pas pu jouer avec des petits enfants.

Et la fête des mères, la fête des ventres pleins de futurs soldats n'aurait jamais scellé la douleur des mères qui pleurent devant le portrait du fantassin à jamais enfoui dans les sinistres ossuaires.

OLIVE.

Sur le cadavre de leur enfant, combien de mères ont été pétrifiées de douleur ? Combien ?

Combien de mères ont attendu des mois, des mois, des années parfois que revienne celui qu'elle avait conçu. Combien ?

Combien de mères ont retiré des décombres brûlants les restes torturés de leur bébé ? Combien ?

Si toutes elles pouvaient se lever et se grandir à la hauteur des effroyables crimes, la terre entière serait drapée de deuil. La terre entière serait noire, le ciel lui-même s'éteindrait. Il ne resterait rien qu'un infini sanglot.

Si toutes elles pouvaient se réunir

Les contes du "Lib"

CE N'EST PAS MOI !

Tout avait disparu ; monts et vallées et nuages brisés par les souffles bruyants. Formes noires et vagues, formes dures et aiguës, têtes d'hommes aux regards fixes, serpents sifflants, osseaux de nuit au feu feutré, cadavres blancs et abîmes sans fond et sommet engloutis par des cieux écrasants. Oui, tout avait disparu.

Enormes et tout-puissants, ornés de croix d'acier qui portaient des cadavres, ils se multipliaient sans bruit, plantant sur les crêpes froissés leurs piques acérées. Partout, devant, derrière, à sa gauche, à sa droite, l'homme voyait se dresser le mot : Crime !

Ce n'est pas moi ! Ce n'est pas moi !

Il se débattait, se torturait sur sa couche moite. En vain !

Le crime était en marche. Derrière lui des formes humaines prenaient corps, de-ci-de-là. Elles surgissaient des nappe fuligineuses, se rejoignaient et suivait en silence. L'homme était parmi elles, résigné, attentif, Oh allait-il ? Où allaient tous ces gens qui ne connaissaient pas et qui l'entraînaient irrésistiblement ? Et pourquoi était-il là ? Pourquoi ?

Et ces mots, ces mots terribles maintenant disparus, quelle main accusatrice les avait si cruellement formé ? Mais tout était question : la foule endeuillée et cette ville étrange dans laquelle elle se mouvait, les pas silencieux, les pierres insonores, les lumières captives et volées rouillées.

Peu à peu, la foule se fit plus dense. Elle devint opaque. Une même respiration soulevait en un rythme identique les poitrines crispées, les pas étaient les mêmes et le balancement des hanches ne formaient plus qu'un roulement comme une immense vague qui se creuse et se gonfle alternativement. L'homme était noyé dans cette mer humaine qu'une force souveraine poussait tranquillement vers un but inconnu.

C'est alors que les maisons s'abaisserent, devinrent minuscules, lointaines et disparaissent et que des amas vagues bousculent les horizons bornés. C'étaient des ruines froides baignant dans le halo d'une clarté verdâtre, des clochers renversés et des cubes de pierre mordus, déchiquetés par des gueules de fer, des arceaux fracassés, des charpentes d'acier tordues et inutiles, des monceaux de gravats et des pans de murailles découpés en zig-zag et des piliers branlants se dressant comme autant de doigts accrochés.

Malgré l'épuisante et malgré l'angoisse une curiosité atroce poussait la foule vers ces dépouilles misérables et lentement, comme une vague énorme, elle avançait vers la fresque qui reculait insensiblement. A ce moment, un bruit sourd, un bruit qui semblait venir de tous côtés, un bruit ouaté et puissant se forma, puis se dédouble. Et deux coups scandés rythmiquement envahirent les espaces. Les hommes au son de ce tam-tam étrange cadencèrent leur pas. La fresque reculait toujours, mais était

comme autant de trophées plantés sur d'invisibles pieux.

Enfin, la marche cessa, les foules se figèrent, silencieuses, passives et couronnèrent un espace sans fin et sans commencement. Et encore une fois, l'attente noua les gorges et glaça les regards.

De la nuit flasque et impénétrable devait surgir sur ce navet quoi, quelque chose sans doute de prodigieux qui dépasserait tous, les subjuguerait.

Quelques lueurs éclatèrent. Elles revinrent, se multiplièrent, s'accouplèrent, unirent leurs lignes, leurs flaque, leurs rayons, grandirent, se développèrent et mangèrent un énorme morceau de ce monde abandonné du ciel et de la terre. Lentement, avec précaution, dans l'incendie qui maintenant déployait des rideaux de pourpre, des draperies bleutées et des flammes verdâtres, dressées où en haillons, des formes monstrueuses se découperent en silhouettes noires.

C'était la fresque du crime. Mornes et accusateurs les suppliciés par millions émergeaient. Des ventres, que fixaient des têtes sans yeux, s'ouvraient, étaient écrasés par cet infernal : « C'est toi ! C'est toi ! — Non ! Non — Si ! Si ! C'est toi ! C'est toi ! » Puis vinrent des commandements, des ordres :

« Marche ! C'est toi ! Crève ! C'est toi ! Expie ! C'est toi ! »

Pourtant tous étaient innocents et tous acceptaient le châtiment. « C'est toi ! C'est toi ! » Et un petit bruit de grelot se fit entendre. Un ricanement. Qui ricanait ? Qui ricanait ? « C'est toi ! Le grelot, sonnant, sonnant, sonnait encore plus fort, tellement fort que ce n'était plus un grelot mais une sonnerie formidable, énorme, lumineuse.

* * *

Tam-tam ! Qu'est-ce que cela pouvait bien signifier ? D'ailleurs ce n'était plus, déjà, le même bruit. Il avait diminué, disparaît et pourtant tout le monde l'entendait, et tout le monde comprenait !

Ce n'était plus un bruit. C'était une voix qui parlait à chacun en particulier, qui se collait à chaque oreille, qui enfouissait dans chaque cervelle ces deux syllabes : « C'est toi ! C'est toi ! » Et les hommes se courbaient, ployaient,

étaient écrasés par cet infernal : « C'est toi ! C'est toi ! — Non ! Non — Si ! Si ! C'est toi ! C'est toi ! » Puis vinrent des commandements, des ordres :

« Marche ! C'est toi ! Crève ! C'est toi ! Expie ! C'est toi ! »

Pourtant tous étaient innocents et tous acceptaient le châtiment. « C'est toi ! C'est toi ! » Et un petit bruit de grelot se fit entendre. Un ricanement. Qui ricanait ? Qui ricanait ? « C'est toi ! Le grelot, sonnant, sonnait, sonnait encore plus fort, tellement fort que ce n'était plus un grelot mais une sonnerie formidable, énorme, lumineuse.

* * *

L'homme ouvrit les yeux et fixa le plafond pendant un long moment. Sept heures ! Il fallait se lever. Comme il allait faire bon dehors, comme il allait faire bon respirer gulument, profondément ! Déjà, à travers les persiennes, inquiétant, le soleil fouillait la chambre... La joie existait encore malgré tout, malgré...

L'homme bondit du lit, arracha la fenêtre, repoussa violentement les volets. La lumière chaude et magnifique éclairait le monde grouillant de vie et d'espoir.

L'homme éclata d'un rire puissant et frais comme un torrent, écarta les bras et cria : « Ce n'est pas moi ! »

ERIC ALBERT.

Le combinat Schuman

(Suite de la première page)

L'Angleterre

On veut établir une différence entre l'Union Européenne et le Pacte Atlantique, distinguer entre l'impératif stratégique et la renaisseance économique. En fait, rien ne

La S.F.I.O.

(Suite de la première page)

Elle n'a même plus la force de trahir, sur le marché des compromissions, elle s'offre gratuitement dernier moyen de justifier son emploi. Dans l'arène sociale la S.F.I.O. ne tient même plus un rôle de configurations, elle est un décor que l'on plante ici ou là, selon les nécessités de la mise en scène. Et l'on dirait que ses chefs acceptent tout cela comme faisant partie de « l'évolution » normale du parti. Ils ont atteint un rare degré de sévérité. Ils ne s'apergoient même pas que leur politique — si j'ose dire — équivaut purement et simplement à une gêule obstination qui finira sûrement par dégoûter leurs derniers militants de base.

La S.F.I.O. illustre on ne peut mieux ce qu'est la social-démocratie, et l'inévitable impuissance appelée à frapper tôt ou tard tout mouvement, tout parti qui accepte de composer avec les institutions actuelles. Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est l'exploitation, parfois inconsciente parce que résultat de servitudes politiques, de la grande pensée socialiste, espoir qui souleva le monde ouvrier, ce monde qui aujourd'hui s'interroge et cherche douloureusement sa voie.

Pourtant, le socialisme, jaillit des profondeurs humaines, ne peut pas mourir.

La pensée libertaire et la force révolutionnaire provoqueront son avènement tôt ou tard.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureyns G., 80, rue François-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

PARIS-5^e (Groupe Sacco et Vanzetti). — Palais de la Mutualité (Métro Masséna-Mutualité). Les militantes du groupe sont informées qu'une réunion se tiendra à 20 h. 30 mardi le vendredi 9 juillet. Présence de tous, s'il vous plaît.

PARIS-XIV^e. — Réunion : les camarades du groupe sont invités au local habituel, le mercredi 24 à 20 h. 30 Congrès national.

PARIS-15^e. — Le groupe se réunit les 1^{er} et 2^{es} jeudi de chaque mois, à 20 h. 45, salle du P. S., 31, rue du Général-Baumé, métro Vaugirard.

GROUPE LOUISE-MICHEL. Paris (18^e). Jeudi 8 juin, à 21 heures, réunion, 7, rue Trétaigne. Compte rendu du Congrès. Présence indispensable.

PARIS-19^e (Michel Bakounine). — Renseignements et adhésions, écritre à R. Joulin, 75, rue du Poète, Paris-19^e.

PARIS-19^e (Camille Bernier). — Réunion des militants vendredi 9 juin, à 20 h. 30, local habituel.

LEVALLOIS - ENVIRONS. PARIS - 17^e (groupe Durruti). — 2^{es} et 4^{es} mercredi, au 21 heures. Mercredi 14 juin, réunion RESERVEE aux militants et aux adhérents de la F. A. (Rapport du Congrès par les délégués de notre groupe). Mercredi 28 juin, réunion ouverte aux sympathisants.

MONTREUIL. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 45, Cafè du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Métro Robespierre.

SAINT-GERMAIN-AN-BOUILLON. — Sympathisants désirant rejoindre le groupe F.A. sont invités à écrire à R. Gardé, 5, quai Boissy-d'Anglas, Boulogne (S.-et-O.), en vue d'accentuer notre action dans cette région.

5^e REGION
MACON. — Groupe Germinal. Nous informons tous les militants sympathisants du Mouvement libertaire, que le groupe a repris son activité. Les camarades désirant participer à son action sont priés de s'adresser à Chauvoux Marcel, à Pierreclos (Saône-et-Loire).

LYON-CENTRE. — Le samedi 10 juin, à 16 h. 30, compte rendu du Congrès National par le délégué au Congrès.

Tous les militants se feront un devoir d'être présents.

separé ces deux entités, l'Europe étant étroitement soumise aux U.S.A. par la puissance de servitudes économiques et partant politiques et militaires. Or, si l'Angleterre refuse de s'associer à ce projet visiblement destiné à regrouper les puissances occidentales, à leur donner une arme industrielle à la hauteur de la stratégie mondiale, c'est sans doute qu'elle refuse d'aléner son indépendance au profit des U.S.A. dont l'Autorité supranationale sera l'homme de paille. Et sa politique séculaire vis-à-vis de l'Europe dont elle veut demeurer l'arbitre, ses craintes de l'Allemagne dont elle prévoit la redoutable concurrence l'incite à se tenir à l'écart d'un organisme où son influence ne sera forcément pas supérieure à celle de Bénélux. En outre, sa liberté d'action lui offre la possibilité de devenir l'associée des U.S.A. dans l'exploitation à des fins militaires et commerciales d'une Europe vouée à l'allégeance vis-à-vis des anglo-saxons.

Dans le « Libertaire » du 19 mai dernier nous avions écrit que l'Angleterre ne modifierait pas son attitude dans le sens désiré par les U.S.A. Les événements nous ont donc raison. Aujourd'hui, certains informateurs émettent l'avoir que M. Bevin s'oppose à porter atteinte à l'éducation travailliste et que l'on ne voit pas la possibilité d'associer des industries étatistes et privées.

A quoi on peut répondre que ce prétexte ne tient pas, puisqu'il s'agit des industries charbonnières et sidérurgiques de l'Europe, et qu'en France, les houillères sont nationalisées. Certes, des difficultés se feront jour entre les représentants de l'Etat et d'1 Capital. Mais nous savons par expérience qu'aussi longtemps que le premier ne porte pas atteinte aux intérêts du second (et il ne l'a jamais fait) un accord est toujours possible. Et dans les circonstances actuelles, cet accord sera facilité par la similitude des intérêts en présence, car il va s'agir on ne peut plus en douter, d'une

E. ZINOPoulos.

Ce qui signifie qu'avant longtemps, les travailleurs de l'Asie ne pourront avoir les droits dont bénéficie le travailleur européen :

représentation dans le Comité d'entreprise ;

contrôle du licenciement et de l'embauche .

Les droits des travailleurs de l'Asie ne se développeront qu'avec le développement de leur puissance syndicale. Ce n'est que dans la lutte qu'ils trouveront leur droit tout comme les travailleurs européens.

vail accentuant la productivité agricole sur place.

Il faut que la production des céréales alimentaires croisse plus rapidement que la population. Il faut que les richesses économiques européennes et américaines en arrivent à partager leur prospérité avec les populations de l'Asie. L'accroissement de l'énergie avec l'appoint atomique devra arracher de l'immobilité un milliard et demi d'individus ayant que l'incubation de la misère, après un long passé de souffrances, les jettes dans un nationalisme d'espace.

ZINOPoulos.

(1) Rapport qu'il fit en 1840 sous le titre « Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de jaine et de soie ».

Le problème asiatique

(Suite de la 1^{re} page)

qui en résultera fera paraître le rapport du Docteur Villermé (1).

De tout cela doit sortir une organisation de la main-d'œuvre et un développement des services de l'emploi et de la formation, mais les délégués ont souligné qu'il ne saurait être envisagé de codifier le travail autrement que par une législation NON METROPOLITAINE.

Ce qui signifie qu'avant longtemps, les travailleurs de l'Asie ne pourront avoir les droits dont bénéficie le travailleur européen :

représentation dans le Comité d'entreprise ;

contrôle du licenciement et de l'embauche .

Les droits des travailleurs de l'Asie ne se développeront qu'avec le développement de leur puissance syndicale. Ce n'est que dans la lutte qu'ils trouveront leur droit tout comme les travailleurs européens.

ZINOPoulos.

Rotativistes de « L'Humanité » — Ce Soir », 1.420 ; du « Journal Officiel », 550 ; du « Franc-Tireur » — « France Soir », 750 ; du « Parisien Libéré », 1.250 ; du « Combat », 500 ; divers, 400 ; G. F., 100 ; Lemeille, 200 ; Tollelli, 200 ; Vendeur IX, 100 ; XX, 45 ; X, 30 ; Lola, 50 ;

CULTURE ET RÉVOLUTION

L'Enfance et l'Ecole

FREINET AUX PRISES

avec le dogmatisme stalinien

LA revue « Nouvelle Critique » avait donné, en avril, la nouvelle position officielle de Moscou en ce qui concerne la psychologie et la pédagogie. La revue stalinienne rendait obligatoire un tournant à 180° et nous attendions avec une certaine impatience que Freinet intervienne, et donc choisisse entre l'obéissance au parti et la pensée honnête, la fidélité à son œuvre. Plus son silence se prolongeait, plus notre inquiétude se marquait. Déjà, dans le milieu de l'*Orientation professionnelle*, nous avions observé un trouble profond chez les staliniens. En gros, deux camps s'étaient formés : ceux qui voulaient rester fidèles à ce qui avait été jusqu'alors jugé progressiste, ceux au contraire qui — fanatiques du totalitarisme — reniaient le matin ce qu'ils défendaient la veille au soir et allaient même jusqu'à refuser de pratiquer les tests puisque Moscou, en 24 heures, avait décreté qu'ils constituaient une méthode bourgeoise, réactionnaire.

Il aura donc fallu que ce second camp se manifeste, dans le domaine de la pédagogie, par des lettres à Freinet de quelques-uns de ses vieux amis qui l'abandonnent, pour que Freinet s'explique. Il vient de le faire en six longues pages de *L'Éducateur*, numéro de juin.

L'article de la « Nouvelle Critique », signé Snyders, accuse Freinet de faire une « Ecole nouvelle » idéale, isolée arbitrairement de la vie, préoccupée exclusivement de trucs pédagogiques, et en conclusion : réactionnaire, au service de la bourgeoisie qui, d'ailleurs, l'apprécie.

Quiconque connaît un peu ce dont il s'agit ne peut manquer de s'indigner. Non pas qu'il n'y ait quelque vérité dans ce qu'écrira la *Nouvelle Critique*. Il est vrai que trop de psychotécniciens se contentaient du train-train professionnel, sans s'inquiéter d'enquêtes sociales, et que dans l'*Ecole Moderne* Française de Freinet, on se préoccupait trop de « trucs » et on croyait avoir découvert la Voie, avec un V majuscule. Et cela ne manque pas de plaire à voirs des staliniens éprouvés et fanatiques souvent, se faire donner le fouet par le parti bien-aimé, et à bon escient. Nous aimerais, à ce sujet, connaître les réactions de MM. Zazzo et Wallon. Celui-ci nous dira ce qu'il pense, sans doute, à son retour de Varsovie.

Mais à côté de ces parcelles de critique fondée, une éccœurante et massive mauvaise foi se dégage de la « Nouvelle Critique ». Nous n'en sommes pas étonnés. Freinet, lui, est surpris, désespéré un peu, et il en souffre. Nous avouerons en souffrir avec lui car, quelles qu'aient pu être nos querelles ou plutôt nos discussions, nous avons toujours vu en Freinet un camarade, un homme.

Freinet ne peut se lever sur l'origine de la campagne menée contre lui puisqu'il écrit : « ses articles, paraissent maintenant dans la presse progressiste régionale (*Ouest-Matin*, *Alger Républicain*, etc.) ». Freinet parle même de « critiques » qui « discutent », et ajoute : « il y a plus de marxisme vivant dans cette vie et ce travail du peuple que dans les livres les plus savants et les plus riches de contenu de tous nos Snyders ». Et encore, parlant des enfant éduqués dans l'ambiance de l'*Ecole moderne française* : « Ils ne seront plus dupes des mots et des formules, même révolutionnaires. Ils seront en mesure d'exiger pour la véritable histoire un contenu qui ne soit plus ce stérile verbiage avec lequel les scolastiques ont toujours, en définitive, servi les exploiteurs aux dépens du peuple ». Et dans sa conclusion, Freinet ne craint pas d'écrire « Snyders insinue résument... ».

On ne se relève pas d'une pareille audace, d'un pareil souci d'être un homme et un combattant. Freinet ! La cause est entendue. Freinet ne sera plus bientôt qu'une « vipère

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.).

G. BERNER : Giseuse des Classes en Espagne, 25 fr. (55 fr.).

F. A. Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BESNARD : Le Fédéralisme Libertaire, 10 fr. (20 fr.).

C.-A. BONTEMPS : L'Esprit Libertaire, 5 fr. (10 fr.).

P. GRILLE : L'Anarchisme, 50 fr. (40 fr.).

Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCKER : De l'autre Rive, 3 fr. (5 fr.).

Y. FOUYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEIN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.).

BARBEDETTI : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.).

P. GRILLE : L'intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T.L. La Laïcité, 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturias, 1934, 10 fr. (22 fr.). — A. PRADAS : Le Ciel du Caïque Libertaire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.).

G. LEVAL : Anarchisme et Abondancisme,

sentimentaux qui vous unissaient au parti et à l'U.R.S.S.

Et pourtant, cet homme qui ne se renie pas, a des faiblesses. Il tente quand même, de se justifier par instants.

Il est vrai qu'à côté de vos faiblesses, il y a aussi des naïvetés. Vous êtes combattu par Moscou et vous riposte, mais vous appelez les militants de l'*Ecole moderne* à signer l'appel de Stockholm, machine de guerre, monstrueuse hypocrisie montée de toutes pièces par les staliniens. En passant, nous vous faisons remarquer que c'est interpréter très cavalièrement la pensée du Congrès de Nancy que de la faire dévier au service d'une activité partisane. Car on peut être contre l'emploi guerrier de l'énergie atomique et dénoncer la supériorité de Stockholme. Reportez-vous à ce sujet à nos articles dans les numéros précédents de *Libertaire* et vous verrez que les anarchistes savent étudier « dialectiquement » une situation ou un problème.

Et vous donnez aussi dans le panneau de la Journée Internationale de l'Enfant du 4 juin (page 380) ! Encore vous êtes-vous rendu compte que l'on ne voulait pas de votre présence...

Allez, bientôt vous serez désigné comme ennemi numéro 1.

Plus l'U.R.S.S. retrouve les voies de l'imperialisme, plus elle se totalitarise, plus elle est réactionnaire et plus elle a besoin d'écraser les éléments révolutionnaires authentiques qui sont sa vivante condamnation. Elle a besoin aussi, justement parce qu'elle est oppressive et exploitative et qu'elle ne pourra plus compter longtemps sur l'enthousiasme et l'adhésion sincère, elle a besoin de plus en plus de s'assurer, à défaut d'adhésion sincère et consciente, de l'obéissance servile de fidèles fanatiques.

Ainsi, Freinet, vous souffrez de voir se déchirer peu à peu les liens

Freinet, tout sera mis en œuvre pour vous écraser. Peut-être un jour, quand même, accepterez-vous de considérer « objectivement » l'anarchisme, et reconnaîtrez-vous dans les anarchistes vos vrais amis et en vous un des leurs.

En tout cas, nous sommes — sur le plan pédagogique — à vos côtés et si un jour, nous devons nous séparer, ce ne serait pas pour des raisons inavouables, mais parce que, n'étant plus d'accord, nous voudrions faire autre chose que ce que vous faites et confronter nos expériences.

FONTAINE.

Freinet, tout sera mis en œuvre pour vous écraser. Peut-être un jour, quand même, accepterez-vous de considérer « objectivement » l'anarchisme, et reconnaîtrez-vous dans les anarchistes vos vrais amis et en vous un des leurs.

En tout cas, nous sommes — sur le plan pédagogique — à vos côtés et si un jour, nous devons nous séparer, ce ne serait pas pour des raisons inavouables, mais parce que, n'étant plus d'accord, nous voudrions faire autre chose que ce que vous faites et confronter nos expériences.

FONTAINE.

UNE THÈSE EN SORBONNE

L'organisation anarchiste

T EL est le titre d'une thèse soutenue le samedi 27 mai en Sorbonne.

Il s'agit de l'*Histoire du Mouvement anarchiste en France, des origines à 1914*. L'auteur, un instituteur assez jeune nommé Maitron a passé plusieurs années à recueillir une documentation très importante sur ce sujet.

Il a compilé en France et à l'étranger plusieurs centaines de publications dans toutes les langues, dans les bibliothèques publiques et privées dans les archives de la Préfecture de Police (procès, etc...). Il a d'ailleurs acquis la certitude qu'il existe dans les différents services de la police d'autres documents qui ne lui ont pas été communiqués. Il a également fouillé les correspondances privées et recueilli des témoignages oraux, soigneusement vérifiés.

L'auteur a choisi ce sujet parce qu'il est neuf et que l'histoire du mouvement anarchiste ne consiste pas comme on le croit souvent en quelques jets de bombes, mais représente un courant de pensée sociale. L'idéal anarchiste est une réponse aux problèmes posés par la Justice et la Liberté, et par l'influence de ses militants, principalement dans le domaine syndical, à une certaine période il présente à la fois l'avantage d'être très révolutionnaire et de rappeler la philosophie anarchiste.

Le jury composé entre autres de MM. Dolléans (Histoire du mouvement ouvrier), Labrosse et Bourgim reproche amicalement à l'auteur sa « tendresse pour Ravachol », et certains autres anarchistes dont il essaie d'expliquer psychologiquement les gestes. Il rappelle également l'influence des syndicats révolutionnaires sur Sorel, etc...

Les membres du jury indulgents et « bons enfants » évoquent le temps où « eux aussi avaient une tendance légèrement anarchiste (dans leur jeunesse) » et concluent en soulignant « nos vertus bien françaises de fraternité, etc., etc... ».

La thèse ne traite pas des origines de l'anarchie, mais de son histoire en tant que mouvement. C'est un des courants d'idées du socialisme en opposition avec le socialisme marxiste.

Bien que Proudhon soit considéré comme le père de l'anarchie, l'auteur ne situe la naissance du Mouvement autonome en France qu'aux environs de 1880. C'est la période héroïque des

attentats à la bombe, des articles non signés dans les journaux. Elle s'étend jusqu'à 1894.

La seconde grande période va de 1902 à 1910. Pendant ce temps les anarchistes bâtiennent les syndicats révolutionnaires. Ils ont pour objectif le relèvement de la condition ouvrière et recherchent surtout dans leurs revendications la dignité de l'homme.

Certains mènent une vie exemplaire (comparable en un certain sens à la vie de quelques saints pour les catholiques, selon l'auteur).

La troisième période s'étend jusqu'à la guerre de 1914 qui représente une coupure importante. A ce moment les individus avaient réussi à se grouper, pour se l'élever en une union et l'action individuelle était devenue collective.

La dernière partie de l'ouvrage traite de la philosophie anarchiste.

Le jury compose entre autres de MM. Dolléans (Histoire du mouvement ouvrier), Labrosse et Bourgim reproche amicalement à l'auteur sa « tendresse pour Ravachol », et certains autres anarchistes dont il essaie d'expliquer psychologiquement les gestes. Il rappelle également l'influence des syndicats révolutionnaires sur Sorel, etc...

Les membres du jury indulgents et « bons enfants » évoquent le temps où « eux aussi avaient une tendance légèrement anarchiste (dans leur jeunesse) » et concluent en soulignant « nos vertus bien françaises de fraternité, etc., etc... ».

Nous avons réussi au cours d'une suspension de séance à poser quelques questions à M. Maitron. Son ouvrage fort volumineux n'existe actuellement qu'en 5 exemplaires dactylographiés

PROBLÈMES ESSENTIELS

L'État et l'Agriculture

L'INTERVENTION de l'Etat dans l'agriculture revêt une importance plus ou moins grande selon les pays et selon les périodes historiques. Son caractère, ou plutôt ses caractères, sont aussi très variés.

La première fonction essentielle qui semble avoir été accomplie par lui a été celle de toucher des impôts. L'industrie, ou plus exactement il en est deux. La première et la plus importante se rapporte au régime de la propriété. Nous ne nous rapportons pas à la destruction de la petite propriété et à la création des « latifundia » qui fut, à l'époque romaine, le résultat involontaire des impôts excessifs, mais à l'organisation vouée d'un système déterminé de propriété.

Selon ses intérêts, l'Etat fait apparaître la petite ou la grande propriété, la propriété individuelle ou la propriété d'Etat. Pendant les premières dynasties égyptiennes, l'administration royale fait, à date régulière, « le recensement des champs et du bétail », répartit la terre pour la culture entre des groupes de travailleurs, et finit par installer un contrôle si rigoureux et si efficace que les propriétés particulières disparaissent et que le sol entier de l'Egypte fut dans le domaine du roi. Par contre, le roi laisse à chaque famille de travailleurs la part de récoltes nécessaires à la vie, et en cas de disette, il alimente son peuple avec les réserves des greniers (2).

C'est sans doute dans l'histoire le premier cas de socialisation d'Etat, qui, comme on l'a vu, a été précédé par la propriété individuelle du sol — et il est probable que, comme partout ailleurs, celle-ci avait été auparavant précedée par la propriété commune des tribus, des clans.

L'exemple des Incas au Pérou et en Bolivie est peut-être un cas plus caractéristique. Avant la découverte de l'Amérique par Colomb, l'Etat possédait la terre. Le territoire était divisé et subdivisé en surfaces régulières sur lesquelles vivaient obligatoirement des groupements humains à leur tour divisés et subdivisés en nombre régulier de familles dont le minimum était de dix. Ces familles n'avaient pas le droit de quitter la partie du sol où elles étaient attachées, et qu'elles devaient cultiver d'après les indications précises des administrateurs et délégués des gouvernements propriétaires qui prélevaient environ la moitié des récoltes pour leurs maîtres, c'est-à-dire pour l'Etat.

L'histoire de la période pré-incipiaque étant inconnue, on ne peut rien dire sur la forme de propriété qui l'a précédée.

Nous ne nous attarderons pas sur les réformes de Licurgue, assez discutées, ayant le même caractère. Dans tous ces cas, l'appropriation de la terre par l'Etat impliquait fatallement la disparition de la propriété individuelle et l'apparition de la propriété non-familiale.

L'autre genre d'intervention de l'Etat dans le régime de la propriété est celui qui s'est produit depuis la fin du siècle dernier et qui continue de se produire dans les pays de structure féodale ou semi-féodale. Son caractère est tout à fait l'opposé des exemples précédents.

L'Etat ne devient pas propriétaire de l'ensemble de la terre. Il détruit la grande propriété, la divise, la morcelle et la répartit. La réforme agraire fait dans l'Etat européen après la première guerre mondiale est l'exemple le plus important de cette intervention. Au Danemark, l'Etat a mis en pratique des

conceptions semblables à celles d'Henri George, mais il ne s'est pas contenté de multiplier les petits propriétaires au détriment des grands. Par des lois expresses, il a interdit le morcellement des petites propriétés dont la France, et certaines régions d'Espagne et d'Italie, pourraient un jour être confrontés ; puis il a fixé le minimum de surface que devait posséder une famille : au delà de ce minimum, il est interdit de vendre la terre.

Enfin, l'Etat bolchévique, appliquant les conceptions préconisées par Marx et Engels comme mesures post-révolutionnaires immédiates, a détruit la propriété individuelle que les paysans avaient multipliée avec le partage des grandes propriétés foncières, et il a créé les kholkoses et les sovkhozes.

Si nous prenons l'aspect constructif de l'œuvre établie dans le régime de la propriété, nous commencerons par éliminer le partage des lotifundia fait dans les pays de l'Est européen après 1918, commencé par la République espagnole, et recommandé aujourd'hui par les républiques, les socialistes et même les communistes italiens. Car ce n'est pas le partage de la terre, mais sa socialisation qui importe ; ce n'est pas la multiplication du nombre des propriétaires, mais leur disparition. Sur ce point, l'œuvre de l'Etat est absolument antisociale, puisqu'elle maintient l'exploitation de l'homme par l'homme, la lutte pour la vie entre tous les propriétaires, et entre la masse des paysans et des consommateurs ; puis le danger de crises, dont les campagnes ont déjà tant souffert, etc.

Sur ces points, la question du remplacement de l'Etat ne se pose pas. Car si nous voulons, nous aussi, modifier le régime de la propriété féodale et semi-féodale, c'est pour établir la propriété commune de la terre.

Pour cet établissement, l'action de l'Etat est beaucoup plus funeste qu'utile.

Il est vrai que les Indiens du Pérou et de la Bolivie de l'époque des Incas n'étaient pas exploités par les propriétaires grands ou petits, mais l'exploitation de l'Etat qui prélevait autoritairement la moitié des récoltes ne valait pas mieux, et de plus, le manque absolu de liberté est profondément contraire à la nature humaine qui n'a pas dégénéré.

Il en fut de même pour les paysans de l'Egypte soumis aux pharaons. Quant aux conditions d'existence des paysans russes après la collectivisation forcée, elles sont telles que la vie des moujiks de l'époque tsariste paraît ne pas avoir été pire. La bureaucratie croissante, les classes et les castes de l'Etat répètent ce qui s'est passé aux temps des pharaons et des incas.

Pour collectiviser la terre, nous n'avons pas besoin de l'Etat. La révolution espagnole a amplement démontré que les collectivités paysannes peuvent se constituer par l'initiative des paysans eux-mêmes, se regrouper, se fédérer, assurer le plus grand rendement de l'agriculture sans le concours d'un organisme extérieur, à elles-mêmes, qui les dirigerait le plus souvent avec moins de compétence, et les exploiterait beaucoup plus qu'il ne les dirigerait.

(1) La Moueda, édition espagnole.

(2) Des Clans aux Empires, A. Moret et D. Davy.

(Suite page 4)

Billet du Militant

LE COMMUNISME

Le 9 septembre 1927, une

Un édifice à rebâtir

(Suite de la première page)
Les programmes mirifiques, présentés par les syndicats, les organisations familiales ou les fédérations de mutuelles peuvent-ils réellement changer l'esprit de la S.S.? Il convient d'en examiner attentivement le contenu, de ne pas se laisser abuser par la démagogie électorale. Car à première vue la revendication gestionnaire domine. Mais il n'y a là qu'aparence et hypocrisie.

Le Mouvement Populaire des Familles (2) propose que l'argent, notre argent, soit géré par les travailleurs, et pour ce faire que les usagers soient représentés dans les Caisses. Ce qui impliquerait, le M.P.F. n'en doutera pas, une réforme complète de la structure de la S.S. Et l'on attend toujours de telles propositions. Le programme qui peut sembler le plus « attrayant » aux prolétaires, est incontestablement, celui de la C.G.T. Mais sous un vocable « révolutionnaire » se dissimule difficilement la volonté de « centraliser » la S.S. La filiale du P.C.F. ne doit pas oublier que ce parti peut, à l'avvenir, participer au gouvernement. Et ainsi, les camarades ministres auraient à leur disposition un puissant instrument de contrôle policier. La gratuité des soins, est une sinistre mystification. Car la C.G.T. propose en contrepartie d'augmenter les cotisations patronales et ouvrières. Or la cotisation patronale c'est en définitive le travailleur qui la paie, l'exploitant ayant le Droit d'inclure ses charges sociales dans le calcul de ses prix de revient. Et nous ne pensons pas nous avancer, en affirmant que tous les programmes élaborés pendant la campagne, resteront lettres mortes, une fois leurs auteurs en place. La Fédération Nationale des Syndicats Autonomes qui, dit-elle, est adverse absolue du réformisme et du totalitarisme, demande que la gestion des fonds soit soumise au contrôle démocratique des travailleurs par le canal des administrateurs élus.

(2) Le programme proposé par le M.R.P. serait peut-être le plus intéressant à certains égards.

Or tout contrôle efficace est impossible si la structure ne s'y prête pas. Et nulle part il n'est question de contrôle démocratique, de révocabilité à tout instant, de rapports devant les électeurs. Bien au contraire, les « administrateurs » sont élus pour cinq ans et il est probable qu'à la fin de ce quinquennat, les collaborateurs d'hier se rejettent reciprocement la responsabilité d'une gestion n'ayant donné satisfaction à personne. Car, si la revendication gestionnaire figure dans le vocabulaire des professionnels du mutualisme, il n'est pas douteux qu'elle restera vocabulaire si les travailleurs ne prennent en charge une institution qui leur revient de droit. Et c'est ainsi qu'il faut poser le problème. La Sécurité Sociale ne sera une conquête des travailleurs que lorsque ceux-ci l'auront arrachée aux politiciens, et fromagers syndicaux. Oui, les abstentions seront nombreuses, mais s'abstenir n'est pas suffisant. On nous oblige à verser nos cotisations, nous avons donc le devoir de réclamer des comptes sur l'administration des fonds. Le Syndicat des Institateurs nous donne un exemple d'action cohérente (ce projet, notons-le en passant, fut violemment combattu par Ambroise Croizat). La Fédération de l'Education Nationale sur l'initiative du S.M.I. a imposé à l'Administration centrale, l'autonomie de sa caisse. Et ainsi sous l'étiquette de la Sécurité Sociale, les instituteurs gèrent eux-mêmes leurs fonds par leur propre mutuelle. Cette gestion moins bureaucratique leur a permis certaines réalisations, (centres de repos, polycliniques, etc.). Nous pouvons nous servir de ce précédent.

Une véritable Sécurité Sociale doit être arrachée par le prolétariat par l'action syndicale.

Dans les conditions présentes, quelle que soit la liste pour laquelle vous votez, les résultats seront médiocres. Il nous faut rebâtir la Sécurité Sociale.



En pays minier

Un scandale médical

On se souvient du tapage qui fut mené dans tout le pays, lors de la grande grève des mineurs en octobre 48, à cause de l'abandon par ceux-ci des services de sécurité. On sait que beaucoup furent emprisonnés et traduits devant les tribunaux, comme de vulgaires malfaiteurs. On argua alors qu'ils étaient rendus coupables de sabotage pouvant provoquer des accidents et mettre en jeu des vies humaines.

Or, tout récemment, un médecin des houillères, le docteur Devial, de Bruay-en-Artois, étant en service, refusa de se rendre au chevet d'une femme en couches. Privée des soins indispensables, celle-ci décida. Eh bien ! ce crime, car il s'agit d'un crime et de rien d'autre, a été sanctionné, tenez-vous bien, par un mois de suspension sans traitement !

Voilà l'origine du conflit qui oppose maintenant les médecins des Houillères à la Caisse Autonome des mineurs. Prenant pour prétexte la sanction (?) infligée à Devial, en l'estimating trop forte (il n'a s'agissait que d'une femme de mineur, n'est-ce pas?), leur syndicat vient de décreté la grève.

On sait que les médecins des mines sont tenus contractuellement à soigner gratuitement les mineurs. Il apparaît donc aujourd'hui très nettement que le prétexte invoqué cache la volonté de voir leurs émoluments augmentés. Que ces médecins veulent améliorer leurs conditions de vie, passe encore, bien qu'il y ait aurait beaucoup à dire sur la différence considérable qui existe entre leurs honoraires et le salaire d'un mineur, mais, procéder, comme il le font, par le chantage à la maladie ne s'inspire plus du tout de la lutte revendicative, mais est un véritable attentat contre tous les mineurs.

Ces derniers, en effet, s'ils veulent être soignés, devront payer comptant, sinon le médecin les enverra à l'hôpital qui, d'un coup,

(Suite de la 3^e page)

Mais aujourd'hui, dans les nations capitalistes, où il respecte la propriété agraire, grande ou petite, l'Etat joue un autre rôle. Il intervient dans l'agriculture, soit pour l'aider, soit pour la conseiller ; il fait de même pour l'élevage, il a une politique forestière, une politique hydraulique qui souvent coordonne les besoins de l'irrigation et ceux de la production d'énergie électrique. Il s'occupe enfin de nombreux aspects secondaires et dérivés de l'agriculture et de l'élevage, en apportant s'il le faut les fonds nécessaires à leur création ou à leur amélioration.

Voyons les principales de ses activités et la façon dont une société libertaire pourrait les reprendre et les développer.

Un ministère de l'Agriculture est chargé d'intensifier la culture de produits dont on n'obtient pas de quantités suffisantes ; d'organiser la culture de produits non encore cultivés dans le pays dont il s'occupe ; d'aider les agriculteurs à lutter contre les fléaux qui attaquent les plantes : insectes de toutes sortes, maladies cryptogamiques, etc. Dans ce cas, l'Etat ne peut être remplacé que par de vastes organisations collectives, telles les coopératives du Danemark.

Mais encore, dans la société actuelle, celles-ci ne peuvent pas toujours atteindre le même degré d'efficacité. En France, plusieurs régions ont été, dernièrement, dévastées par des ouragans et des inondations. L'Etat a accordé des sommes importantes pour les aider à faire face aux premières difficultés et à rétablir leur économie. Cet argent venait, lui aussi des impôts payés par toute la population des villes et des campagnes. Et cette solidarité collective pratiquée par le truchement de l'Etat ne peut pas l'être, même sur une petite échelle, par les organisations coopératives spécialisées, d'abord parce que leur spécialisation maintient en elles un esprit de cloisonnement corporatif qui les rend incapables d'occuper des problèmes généraux de la vie totale, ensuite parce que, à cause de ce même cloisonnement, elles n'ont pas la puissance économique nécessaire.

Seule la socialisation intégrale et l'esprit communiste (libertaire, bien entendu), peuvent aider à surmonter de telles difficultés.

Le rôle de l'Etat est encore de conseiller, non seulement, sur la meilleure technique — ce que font très bien certains gouvernements de l'Amérique du Sud — mais aussi d'équilibrer la production grâce à sa vision d'ensemble, et à la connaissance des nécessités géné-

rales. C'est ce qui a lieu aux Etats-Unis, au Canada, en Hollande, au Danemark, en Suède, etc... Non renseignés, les paysans peuvent produire trop de fruits et pas assez de céréales, trop de légumes et pas assez de fruits, trop de bovins et pas assez de porcs, etc... L'harmonie de la production et de la consommation implique l'existence d'un organisme général de coordination que les fédérations spécialisées semblent encore incapables de concevoir et de réaliser.

Enfin, l'Etat aussi organise l'irrigation des terres trop arides — cas de l'Espagne (1) — l'assèchement des terres trop marécageuses : marais pontins sous le régime fasciste ; la défense contre l'érosion, cas des Etats-Unis où cette lutte a pris un caractère de dramatique urgence. Il aide actuellement en France — à la fabrication et à l'achat des machines agricoles et d'outils divers : 13 000 tracteurs ont été vendus par ses soins aux agriculteurs dans le premier semestre 1948. Il fait de même pour la fabrication et l'emploi des engrangements chimiques, de la construction d'abattoirs, de fruiteries, de stations laitières, d'installations frigorifiques, de barrages chargés d'assurer l'irrigation dans les régions où les pluies sont insuffisantes.

Devant la carence de l'économie libérale privée dont les ressources ne peuvent plus assurer la production pour la satisfaction de besoins croissants, devant l'insuffisance du mouvement coopératif qui, dans les pays du Nord a pourtant, grâce à son développement, résolu le problème des stations fruitières et laitières, des abattoirs et des chambres frigorifiques, nous devons reconnaître que dans les pays où l'individualisme bourgeois, profondément ancré dans les mœurs, est un obstacle à la pratique chaque jour chargée de la solidarité, ces initiatives, plus ou moins mal conduites (2), sont nécessaires.

Pour fomenter des cultures nouvelles, il faut, très souvent, que les cultivateurs acceptent de ne rien gagner pendant les premières années, tout en mobilisant des ressources dont ils ont besoin. Dans la société capitaliste, cela est assez difficile. Ou bien ils en sont empêchés par l'esprit routinier si fréquent chez les gens depuis longtemps attachés à la terre.

Dans ce cas, l'Etat accorde des subventions. S'il faut produire des fruits nouveaux, des graines oléagineuses, du riz ou du coton, des olives ou des oranges, il aide les novateurs ; cela, toujours grâce aux moyens que lui procurent les impôts payés par tous.

Dans une société communiste libertaire, la même aide serait assurée, tou-

jours grâce au système de distribution égalitaire qui fournirait au pionnier les mêmes moyens d'existence qu'au producteur traditionnel. On peut même affirmer que les innovations seraient formulées avec plus de fréquence et d'apports, car d'un côté l'Etat n'aide, en général, pas suffisamment ceux qui acceptent d'ouvrir des voies nouvelles, et de l'autre, il intervient et il dépense trop souvent des sommes élevées pour défendre la routine de la clientèle électorale des partis politiques ou pour appliquer un protectionnisme et un nationalisme économiques incompatibles avec le progrès social et la solidarité du monde.

La lutte contre les fléaux — grêle, gelées, sécheresse — les maladies et les insectes seraient de même assurée par les sections spécialisées des organisations paysannes en contact avec les organisations industrielles et les laboratoires, mais aussi par le rendement est à trop longue échéance ; enfin, parce qu'il faut utiliser souvent des zones imprévues à d'autres genres de culture, et où ils n'habitent pas.

Il faut donc que l'Etat, toujours utilisant l'argent que lui procurent les impôts payés par tous, s'en charge. Demain, ce sera la section forestière de la Confédération de l'agriculture qui s'en chargera. Elle ne sait pas soutenir par les autres sections techniques de la Confédération, mais simplement aussi par la société, grâce à la pratique distributive du communisme libertaire qui ne ferait pas de différence entre les travailleurs employés à ce genre de travail et les autres. Et elle recevrait, elle aussi, des autres sections de travailleurs industriels et de ceux des moyens de transports, ce qui serait nécessaire à son entreprise menée pour le bien de la société tout entière.

Enfin, les travailleurs chargés de creuser des canaux d'irrigation, d'assécher des marais, de lutter contre l'érosion, se trouveraient exactement dans le même cas. Par l'application du communisme libertaire, c'est la société tout entière qui les aiderait, comme elle les aida hier par l'intermédiaire de l'Etat. Avec la différence qu'il n'y aurait pas besoin de partis politiques, de députés, de ministres, ni d'une armée de bureaucrates qui coûtent aussi cher que les travailleurs eux-mêmes.

Gaston LEVAL.

(1) Sur cinq millions d'hectares irrigables, l'Etat a organisé l'irrigation de trois millions.

(2) Nous n'analysons pas la raison dont l'Etat agit. Par exemple, il y aurait beaucoup à dire sur les erreurs commises dans la fourniture de tracteurs.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

GRANDEUR ET SERVITUDE du Syndicalisme

S I l'on fait abstraction des inévitables servitudes qui l'encombrent, le syndicalisme apparaît comme un élément de lutte sociale extrêmement pur. Sa raison d'être, en effet, est la révolution, et c'est alors qu'il est anarchiste, qu'il s'en DÉFEND OU QU'IL S'EN RECOMMANDÉ.

Autour de cette idée, des hommes se sont groupés, le temps a passé et, peu à peu, le nombre sans cesse croissant des adhérents a provoqué l'extinction de la lumière qui marquait le but à atteindre au bénéfice des petits profits immobiliers.

Et la lente mais irrésistible poussée syndicale, qui, logiquement, devrait atteindre son point culminant au sein de la révolution sociale, a fait place à cette lutte sans grandeur et décevante que l'on appelle parfois : « le syndicalisme beetekard ».

Le drame du syndicalisme réside dans le fait que les masses ouvrières n'ont vu à travers lui qu'un moyen susceptible d'assurer leur défense et d'augmenter constamment leur niveau de vie, et les petites victoires quotidiennes ont

provoqué l'oubli de sa grande mission.

Aucun syndicat ne peut échapper à ces mortelles servitudes, et même la C.N.T., dont nul suspecte l'idéologie révolutionnaire, devra être attentive à ces menaces de dégénérescence. Celci sont, en effet, directement fonctionnel pour l'obtention d'avantages même médiocres, alors ses rangs se grossissent, et rapidement, par la force même du nombre de ses ad-

hérents, les quotidiennes servitudes engloutiront tout projet d'avenir lointain.

Il serait abusif de prétendre que le syndicalisme porte en lui cette fatalité qui le voit à l'impuissance. Ce mal vient de l'extérieur, il vient de ce grand pourrisseur : le parti politique. Le travailleur discerne mal comment il peut s'émanciper au moyen de luttes directes ; il pense que le parti peut seul forger des lois à son avantage, transformer légalement la société, ou bien prendre le pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat — sa dictature. Et le syndicat lui apparaît comme un moyen de lui faire rapporter sa condition actuelle, au mieux, un organisme appelé à remplacer le patronat une fois que celui-ci aura été supprimé par un nouveau pouvoir.

Dénoncer opiniâtrement l'imposition politique doit être, par conséquent, l'assise principale de l'action syndicale. Le jour où les travailleurs auront compris que le bulletin de vote ne peut leur apporter que des désillusions, ils ne trouveront plus en face d'eux que leur syndicat, et celui-ci pourra alors devenir le catalyseur de toutes les forces prolétariennes encore égarées dans le maquis de la politique.

CHEZ PECHELBRONN

Une « cantine »

Plusieurs camarades de chez Péchelbronn nous ont communiqué à plusieurs reprises leur mécontentement au sujet de la gestion de la cantine.

Comme dans la plupart des entreprises, c'est un fonctionnaire qui en est le gestionnaire. Et cette gestion, si l'on tient compte du nombre impressionnant de critiques formulées par les camarades est des plus malheureuses :

Un local unique, par exemple, servi de cuisine et de « salle à manger » en même temps. Une simple cloison occupant les deux tiers de la hauteur assure la séparation.

Il est curieux aussi qu'avec les sommes versées par les employés (55 francs par repas) et par le Comité interentreprises (nous croyons 65 fr.), le gérant n'arrive pas à assurer la distribution de rations convenables ; le « menu » ne se compose que d'un plat de viande et d'un plat de légumes (à l'exclusion de tous hors-d'œuvre, dessert ou boisson). En fait de viande, c'est presque toujours du bon bouilli ou du rôsti qui semble très proche du caoutchouc ! Les légumes sont le plus souvent présentés sous forme de rata (des prisons)...

Or, il y a longtemps que les employés sont mécontents de ce régime,

mais personne n'ose dire mot : ni les syndiqués de la C.G.T., de la F.O.,

de la C.F.T.C. (une dizaine d'employés environ par syndicat).

Quand on sait qu'un tel état de choses est loin d'être isolé, on comprend qu'une nouvelle organisation s'impose. Que penseraient les employés de chez Péchelbronn (et d'ailleurs) d'une gestion de la cantine dont ils assumeraient la responsabilité économique et morale ? Il est certain qu'un tel système assurerait une meilleure utilisation des crédits alloués, dont bénéficierait toute la collectivité.

C. MARQUET.

AUX TROIS QUARTIERS

Chez les faconneuses

Les grands magasins, tels que le Bazar de l'Hôtel-de-Ville, le Louvre, le Muguet de Paris, dépensent chaque jour plusieurs millions en publicité dans les journaux, et dans la rue de grands panneaux vantant le bon marché de leurs articles. Les bénéfices avoués doublent ou triplent chaque année. Mais ce qui est laissé soigneuse-

ment dans l'ombre c'est la provenance de la marchandise. D'où viennent, en fait, les bénéfices ? Un exemple :

Les « Trois-Quartiers » sont un grand magasin de Paris, où l'on peut acquérir une robe pour 7.000 francs, une jaquette pour 9.000 francs, un manteau pour 8.000 francs. Ces articles proviennent de la maisonnière, la Société Paris-France, sis boulevard Voltaire. C'est la que doivent s'adresser les faconneuses à domicile pour avoir du travail. Elles sont « accueillies » par une vieille fille féroce qui a pour nom Mme Vachon. Après deux ou trois heures d'attente, on vous informe du règlement de la maison :

1. Défense de parler aux autres faconneuses ;

2. Obligation de livrer à date fixe et par paquet de 15 ou 20 articles ;

3. Le paiement ne sera effectué que sur présentation d'une fiche trois fois contre-signée ;

4. Les prix pratiqués sont les suivants :

Facon robe de 300 à 700 fr.
» jaquette : 800 fr.
» manteau : 700 fr.
» blouse chemisier : 150 fr.;

5. Les ouvrières doivent payer elles-mêmes les fournitures et le repas.

Or, les faconneuses sont, en général, des femmes assez âgées, qui ne peuvent pas s'organiser. La direction en profite donc pour les exploiter cyniquement. En effet, une faconneuse qualifiée met seize heures pour faire une robe, huit heures pour un chemisier et une jaquette, ce qui ramène le salaire horaire à 23 francs de l'heure en moyenne. Aucune prime ne vient s'ajouter à cela.

Moi-même, à soixante ans, avec quarante ans de métier, je fais encore dix-neuf heures de travail dans ma journée, je n'ai aucune retraite en perspective et je suis sans cesse brimée par les bureaux de la maison.

Voilà d'où viennent les bénéfices des « Trois-Quartiers », qui refusent de payer les 3.000 francs !

Une fois de plus, il n'y a que les anarchistes pour protester contre cela. Je suis de tout cœur avec eux.